

Les métamorphoses de la pseudo-validation

La fécondité de la démarche de Suzanne de Brunhoff pour une approche critique du capitalisme financiarisé et de sa crise.

Cédric Durand, Université Paris 13

Bonjour à tous et à toutes,

C'est un grand plaisir pour moi de participer à cette journée d'étude en hommage à Suzanne de Brunhoff. Ma position est quelque peu singulière, car je ne l'ai jamais connu personnellement. J'en suis d'abord, bien sûr, très honoré mais c'est aussi, il faut bien aussi l'avouer une situation un peu délicate. Dans cette communication, je vais être amené à proposer des éléments d'interprétations de son œuvre alors même que parmi vous plusieurs y sont directement associés et connaissent intimement les controverses intellectuelles dans lesquelles elle se situe. Je compte sur votre indulgence dans ma tentative de contribuer à faire vivre et grandir ses idées.

Je voudrais commencer par un souvenir récent. C'était un soir de 2012, à la Maison des Sciences Économiques. Nous étions en réunion du Conseil d'Administration des économistes atterrés à la Maison des Sciences Économiques. La discussion s'emballait sur la question de savoir si et comment il convenait de mobiliser la Banque Centrale Européenne pour financer les investissements nécessaires à la transition écologique. Quelques fortes personnalités s'opposaient avec véhémence, d'autres dont

j'étais, restions hésitants, en retrait. Les arguments manquaient de clarté, de tranchant. Alors, réminiscence d'un nom croisé dans les ouvrages coordonné par François Chesnais, j'évoquais un peu par hasard Suzanne de Brunhoff... Immédiatement, le ton retomba. Je découvrais en même temps deux choses : cette économiste avait auprès de mes collègues les plus chevronnés l'autorité scientifique pour dénouer les termes d'une controverse emmêlée... mais déjà elle n'était plus en mesure de le faire.

Ce bref instant m'a laissé une forte impression. Et une ferme intention. C'est à travers les écrits de Suzanne de Brunhoff que j'allais perfectionner ma compréhension des questions monétaires et financières. Ce que je fis sans tarder en m'attelant à un projet de livre sur la financiarisation paru deux ans plus tard et que j'ai appelé *Le capital fictif*.

La démarche de recherche de Suzanne de Brunhoff est une source d'inspiration majeure pour mon propre travail. Elle incarne une manière d'être une économiste critique : libre, percutante et moderne. Les concepts et les problématiques qu'elle a mobilisés restent essentiels pour penser le capitalisme à dominante financière contemporain. Je vais insister sur deux aspects de l'œuvre de Suzanne de Brunhoff : l'ancrage d'une pensée critique dans le camp du salariat et, la manière dont celle-ci se déploie à travers les concepts de capital fictif et de pseudo-validation. Je conclurai en proposant sur cette base des éléments d'appréciation de la situation actuelle.

Une penseuse critique ancré dans le camp du salariat

A la fin des années 1970 un vent mauvais souffle sur les pensées critiques. Déjà, les premiers frimas de la glaciation néolibérale succèdent à l'ébullition sociale et intellectuelle des années 1960 et 1970. C'est le moment où Suzanne de Brunhoff publie une collection d'articles rassemblés sous le titre *Les Rapports d'argent*. Dans le texte introductif intitulé « Marx aujourd'hui », elle explicite l'originalité de sa démarche et l'ambition à laquelle répond son travail : il s'agit de proposer une *théorie de la marchandise et de la monnaie* qui soit une *critique théorique et politique du capital*.

Ce faisant Suzanne de Brunhoff s'oppose à deux tendances qui s'affirment parmi les hétérodoxes. La première opposition est vis-à-vis du renouveau

de la pensée classique impulsé par Pierro Sraffa. Elle lui reproche principalement d'ignorer la dimension monétaire et, donc, la possibilité de la crise en découle. Ce que Marx appelle le saut périlleux de la marchandise, rend incertaine la validation des travaux privés lors de la vente des produits.

La seconde tendance à laquelle elle s'oppose concerne notamment, mais pas seulement, des auteurs dont elle est proche : Jean Cartelier, Michel Aglietta... Dans ce que Suzanne de Brunhoff désigne comme « la logique de l'équivalence » ce qui prédomine c'est « *la monnaie comme condition structurelle des échanges* » (p. 9). « *Les produits ne s'échangent pas contre des produits comme chez Jean-Baptiste Say, mais la monnaie s'échange contre elle-même* ». (RA p. 11). En effet, selon elle, dès lors que la déconnexion entre valeur et travail incorporé est opérée, « *il y a domination de l'échange sur la production. (...) Un des effets de cette conception est d'enlever toute signification aux 'crises de réalisations'. (...) La marchandise se trouve réalisée, ou elle n'existe pas comme marchandise.* » (RA, p. 10). L'accent mis sur la monnaie fait disparaître l'analyse des causes économiques de la crise.

Bien sûr, les travaux visés ne se situent pas dans le monde harmonieux de la théorie néoclassique. La violence est omniprésente. Les marchés sont des lieux d'affrontements, de conflits. Mais comme ces conflits opèrent sous contrainte étatique dans la structuration des échanges, l'économique et le politique finissent par fusionner : « *Les marchandises sont dans la monnaie, la monnaie est dans l'Etat et l'Etat ne renvoie qu'à lui-même comme principe de structuration économique* ». (RA p. 12).

La charge est rude. On devine dans ces pages qu'il y a pour Suzanne de Brunhoff une urgence. Le *zeitgeist* foucaldien qui tend à remplacer les notions de plus-value et d'exploitation par celles de pouvoir et de violence frappe juste à côté d'elle. Or, ce double glissement de la production vers l'échange et de l'exploitation vers le pouvoir est loin d'être anodin. Si « *le rapport d'exploitation s'efface devant la violence de l'expropriation ou de la captation* » alors « *la notion marxiste de capital disparaît et avec elle celle de crise capitaliste qui tire son origine de la production de valeur s'effectuant dans les antagonismes de classe et la concurrence des capitaux* ». (p. 13)

J'imagine qu'elle voit là à la fois une distanciation politique avec le mouvement ouvrier et l'érosion d'une puissance d'interprétation de la dynamique économique propre au marxisme.

Arrivé à ce point elle doit clarifier son propre positionnement. Loin de s'en tenir à l'affirmation d'une orthodoxie marxiste qu'il conviendrait à tout prix à défendre, elle propose une démarche authentiquement critique.

A un premier niveau, elle affirme son attachement au marxisme en tant que théorie socioéconomique et pratique politique immanente au capitalisme :

« Si la lecture de Marx est périodiquement recommencée, c'est que la vision d'ensemble du marxisme reste un enjeu dans les affrontements doctrinaux et politiques qui s'expriment dans les rapports des classes. » (les rapports d'argent, p. 13)

Qu'entend-elle par la « *vision d'ensemble du marxisme* » ? Le point décisif, qui reste à mes yeux une démarcation essentielle dans les pensées hétérodoxes, est celui de l'exploitation, à savoir le fait que « *la reproduction du capital comme mise en valeur de la valeur, implique celle du rapport d'exploitation et de l'opposition de classe entre travailleurs salariés et propriétaires des moyens de production.* » (p. 6). C'est à cet abandon de l'exploitation qu'elle se refuse lorsqu'elle affronte la logique de l'équivalence.

A un second niveau, l'attachement à cette vision d'ensemble du marxisme est la condition d'une meilleure intelligence du monde économique. C'est ce qu'on peut lire dans l'introduction de l'article de 1974 co-écrit avec Jean Cartelier :

« L'économie politique, par construction, ne permet pas de saisir la nature des problèmes économiques et leur signification historique. (...) Le marxisme, au contraire (...) peut penser la genèse des « règles du jeu » et leur évolution. Les problèmes économiques apparaissent alors tels qu'ils sont, c'est-à-dire la manifestation-dissimulation déterminée de certains rapports sociaux contradictoires »

(Brunhoff and Cartelier, 1979, pp. 119–120)

C'est à ce second niveau que se situe la dimension proprement créatrice du travail critique de Suzanne de Brunhoff. C'est parce qu'il remonte à nature antagonique du rapport capital-travail que le marxisme permet de saisir la nature des problèmes économiques et leur signification historique mieux qu'aucun autre courant. La radicalité théorique, la capacité à percer le fétichisme de la marchandise, est la condition des avancées scientifiques qu'elle espère.

D'où vient cette puissance du marxisme en tant que pensée critique ? Selon Adorno, une théorie critique consiste à conserver « *le regard aiguisé par la haine de ce qui est en place* »¹. Le mot est fort, il renvoie à une énergie psychique, une passion qui est aussi une exigence de rigueur et d'innovation. Le travail de critique ne tombe pas du ciel, ni d'un jeu interne à la conscience du chercheur. Ce n'est pas un exercice purement spéculatif, ce n'est pas le fruit d'une activité intellectuelle en surplomb, extérieure au monde. Au contraire, la pensée critique trouve sa source dans le tumulte du monde.

Comme l'explique Judith Butler, « *si on se met à interroger les limites des savoirs c'est parce qu'on s'est déjà heurté à une crise au sein du champ épistémologique dans lequel on vit* ». Autrement dit, le travail conceptuel d'élaboration, de contestation et de recombinaison s'enracine dans l'expérience personnelle et historique.

Dans une interview donnée lors de la remise de son rapport sur l'enseignement de l'économie, Pierre-Cyrille Hautcoeur ne dit pas autre chose :

« Trop souvent, on observe des chercheurs qui ont fait le choix d'une profession intéressante, mais qui ne sont pas toujours « habités » par leurs sujets. Aujourd'hui, si les études sur le genre sont si dynamiques, c'est aussi que la majeure partie des chercheurs sont des militants. Je ne dis pas qu'il faut forcément être militant pour faire de la

¹ Cité par Ronan de Cahan, Zizek,

² Enseignement de l'économie : « Il faut se confronter à la réalité sociale », 10 juin 2014, <https://www.mediapart.fr/journal/france/100614/enseignement-de-leconomie-il-faut-se-confronter-la->

recherche, mais il faut être passionné. Et pour cela, en économie, il faut en général s'être confronté à la réalité sociale. »².

L'engagement est une des formes privilégiées de cette confrontation à la réalité sociale. Prendre part aux batailles est au chercheur critique ce que le carburant (s'il en trouve !) et la carte sont à l'automobiliste. Pour Suzanne de Brunhoff, le Parti Communiste et Attac furent à la fois Total et Google map. Des ancrages militants successifs qui signalent une colère jamais éteinte et inscrivent une aventure intellectuelle dans une histoire collective. Sa trajectoire personnelle s'inscrit dans une tradition critique, une histoire foisonnante de luttes et d'idées, celle d'un marxisme ouvert qu'elle a contribué à faire vivre.

Il me semble que c'est la volonté de conserver cet ancrage qui explique l'intensité de la charge de l'introduction de 1979. Le fil qui relie la possibilité d'une mobilisation transformatrice des forces sociales à sa pratique théorique, c'est le concept d'exploitation. C'est parce que le procès de travail en vue de l'extraction de la plus-value implique une relation antagonique, que l'exploitation est le moment où se constitue un sujet historique, le salariat, capable, pour prendre une expression à la mode, de « bloquer le pays » et de regarder au-delà de l'ordre social existant. En affirmant la nécessité de conserver la notion d'exploitation comme catégorie fondamentale d'intelligence du capitalisme, Suzanne de Brunhoff œuvre à une théorie économique de la lutte des classes, ce qui signifie aussi pour elle poursuivre la lutte des classes dans la théorie économique.

Éléments d'une théorie critique et politique du capitalisme financiarisé

Une difficulté saute aux yeux. Comment et pourquoi une penseuse tant attachée à l'exploitation comme moment central du procès de valorisation du capital peut-elle consacrer l'essentiel de sa recherche aux questions monétaires et financière ? Elle pose d'ailleurs la question elle-même : faire

² Enseignement de l'économie : « Il faut se confronter à la réalité sociale », 10 juin 2014, https://www.mediapart.fr/journal/france/100614/enseignement-de-leconomie-il-faut-se-confronter-la-realite-sociale?page_article=3

la critique théorique et politique du capital à partir d'une théorie marxiste de la marchandise et de l'argent, « *Est-ce là céder au fétichisme de l'argent, en délaissant le terrain de la production ?* ». Et d'y répondre par la négative car, précisément, la tradition marxiste a trop longtemps négligé le fait que « *les mouvements de l'argent sont un des enjeux des luttes sociales* ».

Cette affirmation résonne fortement de nos jours. Notre époque est celle où *le pouvoir de la finance* affirme la pleine puissance de la domination du capital de nos sociétés. Où la destinée macroéconomique est suspendue comme jamais aux décisions des banques centrales, où la « stabilité financière » est au sommet de la hiérarchie des objectifs des politiques économiques.

Dans son ouvrage *Du temps acheté*, paru en français en 2014, le sociologue Wolfgang Streeck propose un grand schème d'interprétation de la séquence historique depuis les années 1970. L'épuisement de la dynamique productive d'après-guerre débouche sur une crise du capitalisme démocratique dans laquelle les aspirations du salariat deviennent de plus en plus incompatibles avec les exigences de profit du capital. L'inflation, puis la dette publique, la dette privée et enfin l'activisme des banques centrales seraient des phénomènes répondant successivement au même impératif : gagner du temps, c'est-à-dire rendre temporairement compatible les exigences du salariat et celle du capital. La grande fresque que dessine Wolfgang Streeck est puissamment évocatrice. Elle permet d'articuler une série d'étapes socioéconomiques avec des modalités d'interventions politiques dominantes : les grèves dans les années 1970, les élections dans les années 1980, une post-démocratie de marché du milieu des années 1990 à 2008, et enfin, des formes néo-insurrectionnelles comme les occupations de places, les blocages et les émeutes depuis 2008. Mais il lui manque une solide articulation économique. C'est ce qu'avait souligné André Orléan lors d'une discussion organisée à l'EHESS l'an dernier : dans la lecture de Streeck, la rupture néolibérale des années 1980 semble s'estomper.

Le travail de Suzanne de Brunhoff permet d'esquisser une articulation économique du schéma de Streeck. Plus précisément, il s'agit de saisir une des dimensions du basculement du fordisme au capitalisme néolibéral à dominante financière tout en nourrissant une critique théorique et

politique de ce nouveau capitalisme. Deux concepts sont alors essentiels. Celui de *capital fictif* et celui de *pseudo validation*.

Le capital fictif

Dès son ouvrage de 1967, *La monnaie chez Marx*, Suzanne de Brunhoff clarifie de manière décisive ce qui distingue la monnaie en général et la monnaie dans le capitalisme. La monnaie n'est pas seulement un attribut de la circulation marchande comme unité de compte ou un moyen de paiement, elle se déploie dans les relations financières en fonction de la logique d'ensemble de mise en valeur du capital.

Ces rapports entre dynamique productives, monétaires et financière peuvent se comprendre à travers le concept de capital fictif. Un concept dont Suzanne de Brunhoff rédigea la notice dans le *Palgrave Dictionary of Economics* dans les années 1980. Que nous dit ce concept. En somme, il nous dit que s'il y a autonomie de la finance, cette autonomie n'est que relative. La finance n'est pas suspendue au-dessus du monde du commerce et de la production. Au contraire, elle se développe en rapport à celui-ci et contribue à le transformer.

Le capital est ici fictif car il s'agit d'un mode de valorisation propre à la sphère financière qui ne fait qu'anticiper le procès de valorisation dans la sphère du commerce et de la production. Il s'agit d'une forme ambivalente de prévalidation du processus d'accumulation. D'un côté, il favorise le développement capitaliste puisque l'opération d'anticipation permet d'accélérer le rythme de l'accumulation du capital. D'un autre côté, cette anticipation implique une forme radicale de fétichisme – celle qui consiste à considérer que l'argent fait des petits comme le poirier donne des poires nous dit Marx. Inévitablement, des fantasmagories insoutenables se forment qui se dénouent dans les crises financières.

La crise financière indique, je cite,

« que le mode de production capitaliste ne parvient pas à donner un caractère entièrement fonctionnel à ses propres conditions de fonctionnement ; le système de crédit conserve un développement relativement autonome. La résurgence du système monétaire, en cas de crise, est une manifestation de cette autonomie, la

demande de monnaie étant alors totalement extérieure au mouvement de la production réelle. Mais, la crise financière réduit aussi le gonflement « fictif » des créances et restaure la base monétaire du crédit (1967, p. 181). »

...et sa pseudo validation

S'il y a une ambivalence, du capital fictif, il y a donc aussi une ambivalence des crises financières. Celles-ci provoquent les effondrements en chaînes que l'on connaît à travers la dévalorisation des créances, les faillites bancaires et le développement du chômage, mais elles ont un rôle positif en ce qu'elles jouent un rôle d'assainissement du système financier, ce à quoi de Brunhoff fait référence lorsqu'elle évoque la restauration de la base monétaire du crédit.

Et c'est là qu'intervient la politique monétaire et la question de la *pseudo-validation* qui nous intéresse. C'est-à-dire la création d'une situation nouvelle dans laquelle la crise se prolonge de manière adoucie, à travers l'inflation. Cette pièce se joue en deux actes.

Acte 1, de Brunhoff explique dans son livre de 1967 que l'action de la banque centrale permet d'éviter un effondrement du système de paiement. Cependant, insiste-t-elle, la politique monétaire n'est pas toute puissante:

« aucune politique économique monétaire ne peut supprimer les causes économiques des tensions financières ; l'autonomie relative qui donne à la politique monétaire son efficacité lui donne en même temps les bornes de son champ d'action » (p. 185)

Acte 2, dans l'article de 1974 avec Jean Cartelier et dans *État et Capital* (1976), elle caractérise les bornes de cette autonomie relative de la politique monétaire à travers le concept de *pseudo-validation*. On trouve également cette idée dans la thèse de Michel Aglietta. Je cite Suzanne de Brunhoff :

« Le crédit permet par définition de reculer les échéances de règlement.(...) la banque qui avance [une somme d'argent A] effectue une 'anté-validation' privée de

travaux privés, la validation sociale effective se produisant quand [le produit] M est vendu contre A. La banque agit à ses risques et périls, les crises de réalisation s'accompagnant de crises du crédit et de faillites bancaires. »

Mais ajoute t-elle

« Quand la monnaie centrale a cours forcé, la crise de réalisation peut prendre une forme différente, celle de l'inflation. » EC p. 38.

Pourquoi ? Et bien simplement parce que la conversion des créances des banques en monnaie banque centrale *« représente une validation sociale des anticipations privées de la banque et de l'entrepreneur »*. En cas de crise de réalisation, cette validation par la monnaie banque centrale ne constitue qu'une *« pseudo-validation sociale des travaux privés »* qui se manifeste par l'inflation :

« L'inflation – formellement – a bien les caractéristiques d'une crise et n'en est pas le substitut (il n'y a pas de miracle de l'inflation). Mais (...) l'effet de la non-validation est dilué et s'étend en une pseudo ou quasi-validation des travaux privés en travail social. » (RA, p. 126.)

Autrement dit, *« L'inflation est la forme spécifique que peut prendre la crise lorsque la contrainte monétaire se réalise à travers la médiation de l'État »* (R.A. p. 126). C'est la forme de la crise propre aux années 1970.

Contre la stabilité financière

Nous connaissons depuis 2007-2008 une nouvelle grande crise du capitalisme. Un activisme des banques centrales, sans précédent et largement concerté à l'échelle mondiale, est parvenu à maintenir à flot le système financier mais a échoué à véritablement relancer l'activité économique.

Comme le résumait il y a quelques semaines l'ancien gouverneur la Bank of England Mervyn King *« Nous avons apporté le plus important stimulus monétaire que le monde a jamais connu. Et pourtant, la reprise économique*

mondiale est très faible. (...[Les banques centrales sont]) comme un cycliste, qui doit pédaler de plus en plus vite juste pour maintenir la même vitesse, face à une côte toujours plus raide.». Mario Draghi dans un discours récent ne disait pas autre chose : Les taux d'intérêts négatifs « *ne sont pas le problème. Ils sont le symptôme d'un problème plus profond* ».

Comme dans les années 1970, la crise est contenue grâce à l'intervention publique, mais elle n'est pas surmontée. Elle perdure de manière atténuée, sous forme de stagnation plutôt que sous forme de dépression. Le grand débat en cours parmi les économistes à propos de la *stagnation séculaire* porte précisément sur les causes de cette grande fatigue du capitalisme qui sous-tend les limites de l'efficacité de l'intervention publique.

Dans cette situation, la démarche de Suzanne de Brunhoff nous invite à deux choses. La première renvoie à son introduction aux *Rapports d'argent* évoquée plus tôt. Il ne s'agit de ne pas d'oublier qu'au fond des turbulences actuelles il y a de grands désordres productifs ; c'est dans les difficultés du capital à se valoriser à travers l'exploitation du travail vivant que se trouvent les causes fondamentales de la crise. La seconde c'est qu'il convient d'explicitier les enjeux des formes spécifiques de la pseudo-validation associée à l'action des banques centrales.

La différence principale entre la pseudo validation des années 1970 et celle que nous connaissons tient à l'absence d'inflation. On le sait, ce qui domine aujourd'hui ce sont au contraire les pressions déflationnistes en raison de la persistance de surcapacités de production massives à l'échelle mondiale et d'un sous-emploi massif. Le trait saillant de la pseudo validation à notre époque tient à la capacité des banques centrale à soutenir la valeur fictive accumulée sur les marchés financiers. Ainsi, la stabilité financière qui fut l'objectif principal des politiques menées au lendemain de la crise a été provisoirement atteint.

Cette situation où la crise financière est endiguée, sans reprise économique ni dévalorisation de la monnaie, est inédite. Elle implique un renouvellement de la confiance des détenteurs de titres dans la capacité des pouvoirs publics à agir de manière à ce que soit validée la valeur fictive qu'ils préemptent.

Cette confiance n'a rien de neutre sur le plan social. C'est une confiance avant tout politique dans la capacité des Etats à assurer des conditions permettant à l'afflux espéré de profits financiers d'advenir. Ce qui renvoie, notamment, dans le cas des Etats-Unis à leur puissance militaire, et en Europe, à la vigueur des politiques d'austérité et des réformes structurelles. Des politiques qui attestent de la prééminence des exigences du capital financier sur celle des citoyens et des travailleurs.

La grande leçon de la séquence qui nous sépare de la crise et qui constitue l'arrière-plan des mouvements sociaux que nous connaissons aujourd'hui en France est la suivante. Abandonné à lui-même, le capital fictif s'effondrerait, mais il entraînerait l'ensemble de nos économies dans sa chute. Le capital financier est un maître chanteur. Il se pare des atours libéraux du marché, mais capture la vieille souveraineté étatique pour mieux presser à son profit les corps sociaux et tenter de valider la valeur qu'il a accumulée par anticipation. L'insuffisance des gains du processus moléculaire de l'accumulation par exploitation se déporte alors sur le souverain qui doit résoudre un conflit de répartition interne et externe de plus en plus aigu.

Ce que m'a appris la lecture de Suzanne de Brunhoff, c'est que le capital fictif n'est pas un tigre de papier. C'est un fauve affamé. Loin de nous sortir de la crise, les politiques mises en œuvre pour assurer sa pseudo-validation menacent à chaque instant de nous plonger dans une nouvelle crise encore plus violente, ayant cette fois pour centre le système monétaire lui-même. Ces politiques nourrissent en même temps un cycle de régressions sociales et de tensions internationales accrues. Selon cette interprétation, l'objectif premier d'une politique monétaire et financière progressiste ne devrait pas être de stabiliser le système financier, mais d'en réduire drastiquement la taille.

Je vous remercie